

HRW appelle Ban Ki-moon et Nkosazana Dlamini-Zuma à se rendre à Bujumbura

@rib News, 11/11/2015 â€ Source Human Rights Watch Burundi : Le discours du prÃ©sident suscite la peur tandis que le nombre de meurtres augmente La police ne devrait pas faire usage dâ€™une force excessive Human Rights Watch (CommuniquÃ© de presse) -10 nov. 2015 (Nairobi) â€ Les forces de sÃ©curitÃ© burundaises devraient faire preuve de retenue pendant les opÃ©rations de recherche dâ€™armes illÃ©gales dans la capitale, Bujumbura, et ne devraient pas se servir de ces opÃ©rations comme dâ€™un permis de tuer.

Le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a averti le 2Â novembre 2015 que toutes les personnes qui ne remettraient pas leurs armes avant le 7Â novembre seraient Â«Â puni[er]s conformÃ©ment Â la loi anti-terroriste et combattu[er]s comme des ennemis de la nationÂ Â». Il a indiquÃ© aux forces de sÃ©curitÃ© quâ€™elles pourraient utiliser tous les moyens Â leur disposition pour trouver ces armes et rÃ©tablir la sÃ©curitÃ©. Les opÃ©rations de recherche ont dÃ©marrÃ© le 8Â novembre. Â«Â Les discours irrÃ©flÃ©chis et menaÃ§ants du prÃ©sident et dâ€™autres reprÃ©sentants du parti au pouvoir ont suscitÃ© la paniqueÂ Â», a indiquÃ© Daniel Bekele, directeur de la division Afrique Â Human Rights Watch. Â«Â Les forces de sÃ©curitÃ© burundaises sont responsables de nombreuses violations des droits humains commises au cours des derniers mois, cependantÂ les autoritÃ©s se contentent souvent dâ€™imputer la responsabilitÃ© Â des â€criminelsâ€ et â€terroristesâ€ et passent sous Â une force meurtriÃ©re par les forces de sÃ©curitÃ©.Â Â» Lâ€™avertissement du prÃ©sident a provoquÃ© la fuite de nombreux rÃ©sidents des quartiers de Mutakura et Cibitoke par peur des attaques. Des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir les ont fouillÃ©s alors quâ€™ils partaient. Le fils de lâ€™Ã©minent dÃ©fenseur des droits humains Pierre Claver Mbonimana tuÃ© par balles le 6Â novembre, aprÃ©s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police, selon les informations disponibles. Dâ€™autres informations parues dans les mÃ©dias indiquent que des assaillants non identifiÃ©s ont tuÃ© au moins sept personnes dans une attaque le 7Â novembre dans un bar de la pÃ©riphÃ©rie de la capitale. Dans les jours prÃ©cÃ©dant les opÃ©rations de fouilles, de hauts reprÃ©sentants du parti au pouvoir ont tenu des propos incendiaires et apparemment menaÃ§ants dans des dÃ©clarations et des discours publics. Dans un discours adressÃ© Â des autoritÃ©s locales le 29Â octobre, le prÃ©sident tanzanien RÃ©vÃ©rend Ndikuriyo a averti : Â«Â Allez leur dire [Ã ceux qui dÃ©tiennent des armes]. Si quelque chose leur arrive ne disent pas : â€câ€™est nous qui avons suÃ©... Le jour oÃ¹ on dira, nous donnons lâ€™autorisation aux gens, on leur dira, travailler sera terminÃ© et vous allez voir.Â Â» Il a utilisÃ© Â plusieurs reprises le mot Â«Â gukoraÂ Â», ce qui signifie Â«Â travaillerÂ Â» en langue kirundi. Le mÃªme mot a Ã©tÃ© employÃ© pour inciter des personnes Â la violence collective avant et pendant le gÃ©nocide rwandais de 1994. Les autoritÃ©s burundaises sont habilitÃ©es Â mener des opÃ©rations dâ€™application de la loi de sÃ©curitÃ© pour saisir les armes illÃ©gales. Cependant, en vertu du droit international, les forces de sÃ©curitÃ© sont obligÃ©es dâ€™assurer quâ€™elles ne recourent Â la force que de maniÃ©re proportionnelle Â une menace Ã©gale. Elles devraient respecter les Principes de base des Nations Unies sur le recours Â la force et lâ€™utilisation des armes Â feu par les responsables de lâ€™application des lois. Les discours font suite Â une vague de meurtres au Burundi, avec plus de 100Â personnes tuÃ©es depuis le mois dâ€™aoÃ»t, dont certaines par des membres des forces de sÃ©curitÃ©, Â Bujumbura et aux alentours. La frÃ©quence et la brutalitÃ© des meurtres ont atteint des niveaux inquiÃ©tants. Deux des attaques les plus meurtriÃ©res ont eu lieu Â Bujumbura, dans les quartiers de Cibitoke et Mutakura le 3Â octobre et de Ngagara le 13Â octobre. De nombreux tÃ©moins ont indiquÃ© que des hommes en tenue policiÃ©re ont menÃ© les deux attaques, apparemment en reprÃ©sailles aux attaques contre des policiers commises par des hommes armÃ©s supposÃ©s Ãªtre des sympathisants de lâ€™opposition. La premiÃ©re attaque a fait au moins sept morts et la seconde neuf parmi les rÃ©sidents. Lors de lâ€™attaque de Cibitoke, des rÃ©sidents ont reconnu des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir qui collaboraient avec les policiers pendant lâ€™attaque. Le lendemain de lâ€™attaque, deux tÃ©moins ont vu des personnes charger entre 7 et 10Â corps portant des habits civils dans un camion de police. Lors de la deuxiÃ©me attaque menÃ©e Â Ngagara, les victimes incluaient un camÃ©raman qui travaillait pour la chaÃªne dâ€™Ã©tat. Des policiers lâ€™ont abattu, puis ils ont ordonnÃ© Â sa femme, ses deux enfants adolescents de sortir de la maison, ils les ont obligÃ©s eux, ainsi quâ€™un veilleur de nuit local, Â sâ€™allonger dans la rue principale et leur ont tirÃ© Â chacun une balle dans la tÃªte, dâ€™aprÃ©s le rÃ©cit de plusieurs tÃ©moins. Dans dâ€™autres cas, il nâ€™a pas Ã©tÃ© possible dâ€™identifier les assaillants. Des cadavres ont Ã©tÃ© dÃ©couverts presque chaque jour Â gÃ©nÃ©ralement abandonnÃ©s pendant la nuit, parfois dans un lieu diffÃ©rent de celui oÃ¹ le meurtre a eu lieu, ce qui rend difficile lâ€™identification des victimes ou des tueurs. De nombreuses victimes ont Ã©tÃ© retrouvÃ©es mortes, tuÃ©es par balles avec les mains ou les bras liÃ©s, et avec des blessures indiquant de possibles tortures. Des tÃ©moins ont expliquÃ© Â Human Rights Watch que certains cadavres semblaient avoir Ã©tÃ© placÃ©s dans des sacs, emportÃ©s vers la pÃ©riphÃ©rie de la ville pour Ãªtre enterrÃ©s. Human Rights Watch est parvenu au chiffre de plus de 100Â morts en parlant avec des tÃ©moins, des membres des familles des victimes, des autoritÃ©s locales, des journalistes et dâ€™autres sources locales, mais nâ€™a pas pu confirmer chaque meurtre ou les circonstances de chaque incident. Beaucoup de rÃ©sidents de Bujumbura ont indiquÃ© Â Human Rights Watch quâ€™ils avaient peur de parler des meurtres, ce qui a rendu difficile la confirmation du nombre exact de victimes. Le directeur gÃ©nÃ©ral adjoint de la police, Godefroid Bizimana â€ lâ€™une des quatre personnes contre lesquelles lâ€™Union europÃ©enne a imposÃ© des sanctions le 1erÂ octobre pour des actions qui Â«Â compromettent la dÃ©mocratie ou obstacle Â la recherche dâ€™une solution politiqueÂ Â» â€ a racontÃ© Â Human Rights Watch le 16Â octobre : Â«Â Les jeunes ont servi de la population comme des boucliers humains. Câ€™est comme cela que des civils sont morts. Certains des insurgÃ©s attrapent des civils, les accusent de ne pas Ãªtre des sympathisants de leur cause, les tuent et se dÃ©barrassent de leurs corps.Â Â» Des tÃ©moins, des membres des familles des victimes et des membres du parti au pouvoir ont expliquÃ© Â Human Rights Watch que bon nombre de ceux qui ont Ã©tÃ© trouvÃ©s morts appartenaient soit Â des partis dâ€™opposition, au parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie - Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD). Certains Ã©taient membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD, connus sous le nom dâ€™Imbonerakure (Â«Â ceux qui voient loinÂ Â» en kirundi). Des personnes armÃ©es sympathisantes de lâ€™opposition ont eu recours Â la violence, en jetant des grenades sur des policiers, en leur tirant dessus et en attaquant des postes de police. Le procureur gÃ©nÃ©ral et le porte-parole de la police ont dÃ©clarÃ© Â Human Rights Watch que des enquÃªtes sont ouvertes

sur tous les signalements de meurtres. Dans de nombreux cas, cependant, des témoins et des proches des victimes ont raconté à Human Rights Watch que les autorités judiciaires ne les avaient pas contactés concernant les enquêtes, même dans les cas qui ont eu un grand retentissement ou les cas où les victimes étaient membres du parti au pouvoir. Une autorité judiciaire a indiqué à Human Rights Watch qu'«alors que des dossiers ont été ouverts sur de nombreux meurtres, les magistrats n'ont pas toujours mené des enquêtes approfondies. L'autorité judiciaire a dit que les affaires étaient politiques et que certains cas traînaient en vue étaient traités directement par des magistrats ou d'autres autorités proches du parti au pouvoir. La détérioration de la situation des droits humains au Burundi a conduit à une série de déclarations, de résolutions et d'autres actions de la part de hauts diplomates et d'organisations régionales et internationales, y compris une réunion au Conseil de sécurité des Nations Unies le 9 novembre et une déclaration ferme du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 17 octobre. Les acteurs régionaux et internationaux devraient utiliser tous les canaux disponibles pour maintenir la pression sur le président Nkurunziza pour prévenir de nouvelles violences, a déclaré Human Rights Watch. Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et la présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, devraient conduire des dialogues de haut niveau à Bujumbura pour rencontrer le président Nkurunziza et l'exhorter à tenir la police et les services des renseignements pour responsables de leurs actes. Ces dialogues devraient aussi se pencher sur le manque d'enquêtes crédibles sur les meurtres, le manque d'indépendance du système judiciaire et les attaques menées par les sympathisants de l'opposition contre les forces de sécurité. La Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples devrait accélérer son enquête sur les atteintes aux droits humains et les autres abus commis au Burundi, conformément à la déclaration du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine du 17 octobre, et de garantir la publication d'un rapport sur ses conclusions en temps voulu. La commission devrait nommer des membres indépendants expérimentés pour cette enquête, capables de porter une attention particulière aux meurtres perpétrés par les forces de sécurité de l'État et les sympathisants de l'opposition, et jeter les bases pour des enquêtes pénales indépendantes efficaces. Lorsque le président Nkurunziza a prêté serment pour son troisième mandat le 20 août, il a promis que «les enquêtes sont en cours et tôt ou tard, ceux qui sont en train de tuer les gens seront appréhendés et sanctionnés sévèrement». Cependant, aucune information n'est disponible concernant des poursuites judiciaires pour ces meurtres. «Le président Nkurunziza devrait tenir sa promesse», a indiqué Daniel Bekele. «Pour prouver que le Burundi est un pays où les forces de sécurité ne sont pas au-dessus des lois, il devrait publiquement et sans équivoque condamner tous les meurtres et s'assurer que des enquêtes indépendantes approfondies et des poursuites ont lieu pour chaque cas.» Pour prendre connaissance d'informations plus détaillées sur les meurtres, veuillez lire la suite. Les meurtres à Bujumbura Les recherches de Human Rights Watch, menées entre juillet et novembre, se sont concentrées principalement sur les meurtres à Bujumbura et dans ses environs. Plusieurs personnes ont aussi été tuées dans les provinces. Dans un communiqué de presse du 12 octobre, le ministre de la Sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni, a mentionné que la police avait enregistré 130 «assassinats» dans le pays entre juillet et septembre. Il n'a pas donné un bilan détaillé des victimes. Depuis la fin du mois de juillet, Human Rights Watch a observé trois schémas de meurtres à Bujumbura : des meurtres lors des descentes de police après que des policiers ont été attaqués par des sympathisants de l'opposition ; des meurtres touchant des personnes en vue aux affiliations politiques claires ; et des meurtres de victimes parfois non identifiées par des hommes armés inconnus qui se sont débarrassés de leurs corps dans les rues de la ville. Descentes de police meurtrières Des manifestations contre la réélection du président Pierre Nkurunziza de briger un troisième mandat ont commencé en avril et ont été brutalement réprimées par la police. À la suite d'un coup d'État par un groupe d'officiers militaires le 13 mai, la police a intensifié la répression contre les manifestants. Depuis lors, des attaques sporadiques ont eu lieu contre les forces de sécurité et des rumeurs persistantes laissent entendre que certains Burundais ont constitué un mouvement d'opposition armée en exil. La fermeture par le gouvernement des principales stations de radio privées du Burundi en avril et en mai, et les menaces répétées du gouvernement à l'encontre des groupes de défense des droits humains, les empêchant d'agir librement, ont eu pour conséquence une absence de signalement de nombreux abus et d'autres événements. Le porte-parole de la police Pierre Nkurikiye a indiqué à Human Rights Watch le 28 octobre que des grenades ont été lancées de manière sporadique sur des policiers, en général lors de leurs interventions dans des incidents survenant dans les quartiers. Il a déclaré que 26 policiers avaient été tués depuis avril. Des défenseurs des droits humains burundais pensent que le nombre réel de policiers tués est plus élevé. Godefroid Bizimana, le directeur général adjoint de la police, a déclaré à Human Rights Watch : «Certains personnes profitent pendant la nuit et attaquent la police. Elles ont des grenades. La police riposte en tirant sur les personnes qui ont lancé les grenades.» Ces attaques contre la police ont parfois déclenché des attaques de représailles meurtrières menées par la police et par des hommes portant des tenues policières. Des militants, des résidents et une ancienne autorité policière ont expliqué à Human Rights Watch que, selon eux, des Imbonerakure portaient des uniformes de policiers et accompagnaient de véritables policiers pendant les incursions dans les quartiers. D'après les entretiens avec les témoins et les pratiques prévalentes, Human Rights Watch pense que des Imbonerakure ont agi de concert avec la police pendant l'attaque du 3 octobre à Cibitoke, comme ils l'ont fait lors d'autres incidents passés documentés par Human Rights Watch. La plupart des victimes des attaques de Cibitoke, Mutakura et Ngagara en octobre semblaient être des résidents que la police a tués au hasard, simplement parce qu'ils se trouvaient dans la localité où des policiers avaient été attaqués ou enlevés. Rien n'indique que les policiers ont ciblé ces individus spécifiques sur la base de leur identité. Attaque du 3 octobre dans les quartiers de Cibitoke et Mutakura Vers 11 h du matin, les résidents du quartier de Cibitoke à Bujumbura ont entendu des coups de feu. Un policier a raconté à Human Rights Watch que la police avait été appelée dans le quartier pour intervenir dans un incident et a été attaquée. Plus tard, dans l'après-midi, la police, accompagnée par des jeunes habillés en civil, est arrivée à Cibitoke depuis le quartier de Kamenge. Un témoin a indiqué à Human Rights Watch que certains des jeunes, qui, d'après le témoin, étaient des Imbonerakure, ont pénétré dans une parcelle et ont crié aux habitants qui se cachaient dans leurs maisons : «À

imbéciles qui nous ont tiré dessus cette nuit, faites sortir ces chiens et vous allez voir ce que nous ferons ! » Une femme dans une maison [voisine] leur a répondu en criant : « Ils ne sont pas là. Vraiment, il n'y a personne ici. » Ils [deux jeunes en civil] voulaient entrer dans d'autres parcelles. Un policier avec eux leur a dit : « Ce n'est pas ce qui était convenu ; je vais vous tirer dessus ! » Il a dit [aux deux jeunes en civil] : « Vous êtes venus ici pour faire ça ? » Les civils et le policier ont quitté la parcelle et sont restés sur la 10^e avenue à Cibitoke. Au moins un témoin a reconnu des Imbonerakure parmi les hommes habillés en civil. Un témoin a entendu certains jeunes en conversation téléphonique avec une personne qu'ils appelaient « commissaire ». Ils disaient qu'il y avait une opération à qu'ils allaient contrôler le secteur. Ils ont fait allusion à des personnes qui allaient porter les uniformes et à une personne qui était d'habitude un uniforme. Ils ont ajouté que les autres n'étaient pas en uniforme. Les hommes en civil ont arrêté deux hommes qui rentraient chez eux ce soir-là. L'un des hommes était Eloi Ndimira, un homme handicapé de 54 ans. Un témoin a raconté : Ils [les civils et les policiers] lui ont dit une manière macho : « Mettez les mains en l'air et applaudissez-nous. » Il y avait deux hommes. L'un était handicapé. Il a répondu : « Vous prenez pour qui pour me traiter comme ça ? » Il n'a pas pu lever les mains et applaudir. Il est tombé par terre. Nous avons entendu sa canne tomber sur le sol. Vers 19 h, nous les avons entendus, nous avons entendu les coups de feu. Nous avons entendu Eloi [l'homme handicapé] crier : « Oh ! Oh ! Oh ! » Il a crié trois fois. C'est peut-être le moment qu'ils l'ont poignardé. Lorsque nous avons entendu les cris d'Eloi, il y a eu des coups de feu. Nous avons entendu un d'eux dire : « Si ça avait été moi, je lui aurais mis au moins 10 balles. » Nous avons entendu entre cinq coups de feu. Le lendemain matin, deux personnes sont revenues dans la localité à la recherche d'un membre de leur famille ayant disparu et elles ont vu entre 7 et 10 Imbonerakure et un policier qui s'apprêtaient à mettre des cadavres dans une camionnette de police portant des plaques d'immatriculation de la police. L'une d'elles a expliqué que je suis arrivé sur la 8^e avenue, c'est là que nous avons vu un tas de cadavres. Je pense qu'il y avait au moins 10. Certains corps étaient allongés côte à côte, d'autres étaient empilés. Des Imbonerakure sont arrivés et les ont mis dans un véhicule de la police. Parmi les Imbonerakure, j'en ai reconnu un qui avait habité à Cibitoke, mais avait déménagé à Kamenge. Le même jour, des policiers se sont rendus dans le quartier de Mutakura. Les résidents ont entendu des coups de feu vers 10 h du matin. Un témoin a raconté : J'ai trouvé tout le monde dehors dans notre parcelle, près de la porte de leur maison. Après un moment, les policiers ont dit : « Livrez-nous tous les jeunes qui habitent ici. » Les policiers portaient des uniformes bleus unis. Ils nous ont ordonné de nous allonger sur le sol et ont dit à tout le monde de sortir des maisons. Nous avons répondu qu'il n'y avait personne dans les maisons. Ils ont tiré dans les maisons pour sortir tout le monde. Des policiers à l'extérieur de la parcelle ont continué à tirer dans la parcelle. Deux grenades ont été jetées dans la parcelle par des personnes à l'extérieur. Les personnes qui avaient été forcées de s'allonger se sont enfuies dans leurs maisons. Un blanchisseur rwandais, Joseph Baganineza, a été tué d'une balle. La police a mis le feu à certaines maisons de la parcelle. Peu après, selon le même témoin, des policiers, y compris des membres de l'unité chargée de la protection des institutions étatiques (Appui pour la protection des institutions, API), sont entrés dans la parcelle : Ils ont continué à tirer dans les maisons. C'est là que j'ai été touché. La balle est passée par la police et a tiré de nombreuses balles dans les maisons qui n'étaient pas incendiées, donc ceux qui s'y cachaient risquaient d'être touchés. Alors que j'étais blessé, ils ont dit : « Sors, avec les mains en l'air. » C'est la police en tenue tache-tache. Il y avait [deux] groupes, avec deux uniformes différents. La police [API] a dit : « Oui, les combattants, c'est vous. Sortez. » Nous avons répondu : « Nous ne sommes pas des combattants. » Ils ont dit : « Vous savez qui sont [les combattants]. » Nous avons répondu : « Nous ne les connaissons pas. » C'est alors qu'ils ont commencé à nous fouiller. La police a confisqué les téléphones, l'argent et les documents personnels, puis a forcé les résidents à s'allonger face contre terre dans la rue, a raconté un témoin. S'ils essayaient de lever la tête, les policiers donnaient des coups de pied dans la tête ou les frappaient avec le canon des fusils. La police a arrêté 48 jeunes hommes, parmi lesquels des mineurs, et les ont conduits au centre de détention de la police, connu sous le nom de Bureau spécial de recherche (BSR). Là, un officier de police judiciaire a pris les procès-verbaux des personnes arrêtées. Un des jeunes hommes arrêtés, qui ne savait pas lire et avait été blessé, a raconté : Le procès-verbal [l'officier de police judiciaire] m'a dit de le signer, mais il ne m'a pas lu ce qu'il y avait écrit. Par exemple, il a demandé : « Était-tu lorsque tu as été touché [par les balles] ? » J'ai répondu : « J'étais chez moi. » Il a dit : « des gens et tu dis que tu as été touché ? Et qu'est-ce qui se serait passé si quelqu'un t'avait tiré dans la tête ? » Une blessure par balle grave et des blessures par des éclats provenant d'une explosion d'une grenade, la police lui a rendu l'accès à des soins médicaux. Il a été libéré quelques jours plus tard, avec de nombreux autres détenus, y compris des mineurs. Ils n'ont pas été inculpés. Attaque du 13 octobre dans le quartier de Ngagara L'une des réponses les plus meurtrières à une attaque contre des policiers a eu lieu le 13 octobre dans le quartier de Ngagara. Des témoins ont entendu plusieurs grenades exploser près d'une école primaire. Lorsque les résidents se sont rendus sur le lieu, ils ont vu une personne blessée, qui était selon eux un policier de l'API habillé en civil, se tordre de douleur sur le sol. Des membres de l'API sont arrivés en tirant en l'air. Nkurikiye, le porte-parole de la police, a déclaré plus tard que des hommes armés avaient capturé trois policiers en civil. Un policier a été tué, un a été blessé et le dernier s'est enfui. À 16 h, la police de l'API est arrivée dans le secteur de Ngagara appelé le Quartier 3. Des témoins ont raconté que Human Rights Watch qu'ils avaient entendu la police tirer sur les maisons. Quatre policiers de l'API sont entrés dans la maison d'un homme âgé. L'un d'eux lui a dit : « Montre-nous où sont les personnes qui ont commis le crime. » C'est là qu'il a répondu qu'ils n'étaient pas là, les policiers lui ont donné un coup de pied dans le ventre et l'ont battu. Un policier de l'API lui a ensuite tiré une balle dans la jambe gauche et est parti. Un témoin a indiqué que le policier est venu chez lui et a pointé le canon de son fusil sur nous, il a mis le doigt sur la détente et a dit : « Je vais vous tuer. » Vous allez pour les nôtres [ceux qui ont été tués]. » Le témoin leur a dit qu'ils pouvaient fouiller la maison, mais qu'ils n'en trouveraient pas d'armes. Les policiers de l'API sont alors allés dans une maison voisine. Ils ont hurlé : « Si vous êtes coupables de rien, sortez ! Ouvrez [le portail]. » Christophe Nkezabahizi, un cameraman de la chaîne d'État, a filmé la scène.

TÃ©lÃ©vision Nationale du Burundi (RTNB), a dit en ouvrant le portail : Â«Â Je suis un journaliste de la RTNB.Â Â» Un tÃ©mo dit quâ€™un policier de lâ€™API est entrÃ© lorsque Nkezabahizi a ouvert le portail et lâ€™a giflÃ©. Nkezabahizi a perdu lâ€™API, le policier de lâ€™API lui a tirÃ© dessus deux fois. Le policier a rÃ©pondu : Â«Â Tous ceux qui ne sont coupables de rien, sortez, nous allons brÃ»ler toutes les maisons.Â Â» La femme de Nkezabahizi, Alice, son fils adoptif, TrÃ©sor, son neveu, Â%variste Mbonihankuye, et sa fille Ines Nikura Kamikimana, surnommÃ©e Â«Â KamiÂ Â», sont sortis de la maison. Alors quâ€™ils passaient prÃ©s du corps de Nkezabahizi, lâ€™un des policiers de lâ€™API a demandÃ© : la femme de Nkezabahizi : Â«Â C’est mariÃ© ?Â Â» Elle a confirmÃ©. Un rÃ©sident local a dÃ©crit ce quâ€™il s’est passÃ© ensuite : Ils les ont obligÃ©s Ã sÃ©cher. Puis ils ont amenÃ© un veilleur [qui habitait Ã proximitÃ©]. Tous ont Ã©tÃ© tuÃ©s ici. Ils ont tous reÃ§u une balle au mÃame endroit dans la tÃªte, prÃ©s de lâ€™Ã©pave. Sauf Kami, qui a reÃ§u une balle sous le menton. Sa cervelle a Ã©tÃ© laissÃ©e lÃ , avec des morceaux de son crÃ¢ne. Plus tard, deux policiers sont venus et ont commencÃ© Ã tirer [sur la maison de Nkezabahizi]. Lâ€™un visait le salon et lâ€™autre la chambre. Lâ€™un d’eux a dit dâ€™une voix forte, comme pour avertir : Â«Â EspÃ©rez qu’il n’y ait personne ici.Â Â» Certains disaient : d’autres quâ€™il y avait encore des gens dans la maison. Ils ont continuÃ© Ã tirer plusieurs fois. Ils sont partis et revenus. Partis et revenus. Ils ont fait Ã§a trois fois. Ã chaque fois, ils recommandaient Ã tirer. Cela a durÃ© 30Ã minutes environ. Des tÃ©moins ont indiquÃ© que la police a aussi tirÃ© au hasard sur de nombreuses autres maisons. Pendant la descente, la police a aussi abattu trois autres jeunes hommes de la localitÃ©, par une balle dans la tÃªte pour au moins deux d’entre eux. Un tÃ©moin a racontÃ© quâ€™un policier de lâ€™API a trouvÃ© un domestique qui dans une maison et quâ€™il lui a dit : Â«Â Ã©coute-toi chien, tu te caches ici ? C’est toi qui nous a tirÃ© dessus !Â Â» Il lâ€™a tirÃ© de la tÃªte et la balle est ressortie par le front. Â«Â Lorsque nous sommes allÃ©s chercher le corps, il y avait de la cervelle sur le sol.Â Â» Un autre domestique qui distribuait de la biÃ¨re et des boissons sucrÃ©es dans le quartier a aussi Ã©tÃ© retrouvÃ© mort dans la rue, tuÃ© dâ€™une balle dans la tÃªte. Le 17Ã octobre, le procureur gÃ©nÃ©ral, Valentin Bagorikunda, a crÃ©Ã© une commission pour enquÃªter sur lâ€™attaque de Ngagara et indiquÃ© que son rapport Ã©tait attendu sous 10Ã jours. On ignore si le rapport a Ã©tÃ© finalisÃ©. Attaques ciblÃ©es contre des individus bien connus En plus des meurtres pendant les descentes de police, plusieurs meurtres et attaques ciblÃ©es ont visÃ© des individus spÃ©cifiques. Les victimes incluaient des hommes politiques en vue, des membres des forces de sÃ©curitÃ©, des dÃ©fenseurs des droits humains et des journalistes. Lâ€™une des premiÃ¨res attaques a eu lieu le 23Ã mai, presque un mois aprÃ©s le dÃ©but des manifestations contre la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat, lorsque Zedi Feruzi, prÃ©sident du parti d’opposition Union pour la paix et la dÃ©mocratie-Zigamibanga a Ã©tÃ© assassinÃ©. Jean-Baptiste Bireha, un journaliste, a Ã©tÃ© blessÃ© au cours de lâ€™attaque, sous les coups de feu tirÃ©s par des hommes en tenue policiÃ¨re alors quâ€™il accompagnait Feruzi chez lui. A partir du mois d’aoÃ»t, le nombre de ces attaques a nettement augmentÃ©. La liste suivante n’est pas exhaustive. 2Ã aoÃ»t : le lieutenant-gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, ancien directeur des services de renseignements et alliÃ© proche du prÃ©sident, a Ã©tÃ© tuÃ© par des hommes non identifiÃ©s qui ont ouvert le feu sur son vÃ©hicule Ã Bujumbura. 2Ã aoÃ»t : Esdras Ndikumana, correspondant au Burundi pour Radio France Internationale (RFI) et lâ€™Agence France-Presse (AFP), a Ã©tÃ© gravement battu par des agents des services de renseignements aprÃ©s quâ€™il a tentÃ© de prendre des photos du vÃ©hicule dans lequel Nshimirimana a Ã©tÃ© assassinÃ©. Les agents des services de renseignements lui ont cassÃ© un doigt et lâ€™ont frappÃ© trÃ©s fort sur la plante des pieds. 3Ã aoÃ»t : Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de lâ€™Association pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH), a Ã©tÃ© blessÃ© par balle au visage et dans le cou par un homme Ã moto qui s’est approchÃ© de sa voiture alors quâ€™il rentrait du travail. Mbonimpa a reconnu son agresseur comme une personne qui travaillait avec les services de renseignements. Mbonimpa a Ã©tÃ© gravement blessÃ© et a reÃ§u des soins mÃ©dicaux en Europe. 4Ã aoÃ»t : CÃ©cile Harerimana, un prÃ©sident local du CNDD-FDD Ã Kanyosha, dans la province de Bujumbura Rurale, a Ã©tÃ© tuÃ© lorsquâ€™un homme armÃ© non identifiÃ© a jetÃ© une brique sur la moto qui le transportait, faisant perdre au chauffeur le contrÃ´le du vÃ©hicule. Lâ€™assaillant a ensuite tirÃ© sur Harerimana dans la tÃªte, les cÃ´tes et le bras avant de prendre la fuite. Harerimana avait auparavant reÃ§u des menaces, apparemment parce quâ€™il Ã©tait membre du parti au pouvoir. Des manifestants Ã©taient venus devant chez lui pendant les manifestations contre le troisiÃ¨me mandat de Nkurunziza et avaient chantÃ© : Â«Â Nous allons creuser sur une profondeur de 100Ã mÃ¨tres et nous allons y enterrer CÃ©cile et toute sa famille.Â Â» 15Ã aoÃ»t : le colonel Jean Bikomagu, ancien chef d’Ã©tat-major de lâ€™armÃ©e burundaise pendant la guerre civile du Burundi dans les annÃ©es 1990, a Ã©tÃ© abattu par un homme non identifiÃ© circulant Ã moto alors quâ€™il rentrait chez lui. 22Ã aoÃ»t : Pontien Barutwanayo, un membre du parti d’opposition Forces nationales de libÃ©ration (FNL) et administrateur de la commune d’Isale, dans la province de Bujumbura Rurale, a Ã©tÃ© abattu. Un tÃ©moin a indiquÃ© quâ€™il y avait plusieurs personnes, cachÃ©es derriÃ¨re un mur, ont ouvert le feu sur Barutwanayo qui Ã©tait assis avec des amis Ã la terrasse dâ€™un bar Ã Rushubi, une ville de la commune d’Isale. 7Ã septembre : Patrice Gahungu, porte-parole du parti d’opposition UPD, a Ã©tÃ© abattu alors quâ€™il rentrait chez lui en voiture Ã Bujumbura. Des agents des services de renseignements avaient gravement torturÃ© Gahungu en 2010, en le frappant Ã coups de matraques et de pierres, en lui coupant un bout d’oreille quâ€™ils ont essayÃ© de lui faire avaler et en le forÃ§ant Ã boire son propre sang. Ils lâ€™avaient aussi sur des attaques Ã la grenade prÃ©tendument menÃ©es par lâ€™UPD et par les FNL et sur les liens entre ces deux partis. Il a Ã©tÃ© emprisonnÃ© pendant 15Ã mois et inculpÃ© de dÃ©tention d’armes. AprÃ©s sa libÃ©ration le 24Ã octobre 2011, il a dÃ©posÃ© une plainte officielle auprÃ©s du procureur gÃ©nÃ©ral en 2012 et a envoyÃ© une requÃªte au ComitÃ© contre la torture des Nations Unies le 30Ã juin 2012. Le ComitÃ© contre la torture des Nations Unies a Ã©crit au gouvernement burundais Ã la fin du mois d’aoÃ»t 2015 indiquant que les droits de Gahungu avaient Ã©tÃ© violÃ©s. Le ComitÃ© a dÃ©clarÃ© que le gouvernement burundais Â«Â entreprendre toutes les mesures nÃ©cessaires pour prÃ©venir toute menace ou acte de violence auquel le requÃ©rant ou sa famille pourraient Ãªtre exposÃ©s, en particulier pour avoir dÃ©posÃ© la prÃ©sente requÃªteÂ Â». 11Ã septembre : le gÃ©nÃ©ral Prime Niyongabo, chef d’Ã©tat-major de lâ€™armÃ©e, a Ã©tÃ© blessÃ© par une attaque menÃ©e par des hommes Ã Bujumbura au cours de laquelle plusieurs de ses gardes du corps ont Ã©tÃ© tuÃ©s. 17Ã octobre : Charlotte Umurwa, membre du parti d’opposition MSD, a disparu le 16Ã octobre. Son corps a Ã©tÃ© retrouvÃ© deux jours plus tard prÃ©s d’un riviÃ¨re Ã la pÃ©riphÃ©rie de Bujumbura. Le procureur gÃ©nÃ©ral, Valentin Bagorikunda, a indiquÃ© Ã Human Rights Watch

dâ€™une réunion le 16  octobre que des dossiers ont   t  ouverts pour chaque meurtre dans le pays. Il a précisé que enquêtes sur lâ€™attaque contre Mbonimpa étaient en cours, mais qu il n avait pas été facile de recueillir des témoignages. Il a ajouté que des enquêtes préliminaires étaient aussi en cours sur les meurtres des deux représentants de lâ€™UPD, Rukundo et Gahungu. Dans le cas de Ndikumana, Bagorikunda a expliqu  que, étant donné que Ndikumana n  tait actuellement pas dans le pays et que le procureur n avait pas sa déposition, il n  tait pas facile d avancer sur cette enquête. Le 19  octobre, RFI, lâ€™AFP et Ndikumana lui-même ont déposé des plaintes devant la Cour suprême du Burundi contre une personne des services de renseignements qu ils ont accusée d avoir tortur  Ndikumana. Le porte-parole des services de renseignements a indiqu , selon RFI, qu au moment de lâ€™arrestation de Ndikumana,    les gens étaient pris de panique et qu il y avait eu    des d rapages  . Le porte-parole a précisé que les mesures et les sanctions nécessaires sont prises. Dans lâ€™un des rares cas où des suspects ont été appréhendés, un militaire et trois policiers figuraient parmi les personnes arrêtées dans le cadre du meurtre de Nshimirimana. Nkurikiye a expliqu    Human Rights Watch le 22  septembre que des enquêtes étaient aussi en cours sur les attaques visant Mbonimpa, Bikomagu, Barutwanayo et Bireha, le journaliste bless  pendant lâ€™attaque contre Feruzi. Il a ajouté que    pour chaque affaire d assassinat, pour chaque corps retrouv , un dossier est ouvert  ; une enquête est men e  . Autres meurtres En plus des cas susmentionnés ayant eu un grand retentissement, plusieurs autres personnes ont été tuées depuis le mois de mai. Les victimes étaient apparemment ciblées en raison de leurs affiliations politiques, de leurs liens présumés avec lâ€™opposition ou de ressentiments passés entre certaines des victimes et les agences gouvernementales, telles que les services de renseignements. Des sources proches des victimes ont rapport  que certaines avaient re  u des visites, des SMS ou des appels de menaces de la part de personnes non identifiées ou de personnes proches du parti au pouvoir. Dans certains cas, des sources ont vu ou confirm  que des membres des services de renseignements et des forces de sécurité étaient impliqués dans les enlèvements ou les meurtres. Les meurtres visaient des membres du parti au pouvoir, ainsi que des opposants au gouvernement. Un témoin a racont    Human Rights Watch que le 25  mai, des manifestants anti-gouvernement se sont rendus devant la maison d un membre du parti CNDD-FDD chargé de la sensibilisation dans son secteur, dans la périphérie de Bujumbura. Ils ont brisé les vitres de la porte, endommagé le toit et pillé et incendié certains biens de cet homme. Le 31  juillet, des hommes non identifiés sont venus chez lui   23  h et ont cogné   la porte, en disant    Sortez, nous avons quelque chose   vous dire. Nous sommes des militaires.   Le témoin, qui se trouvait dans la maison avec la victime, a indiqu  que la victime a regard  dehors et a vu environ 12  hommes armés entourant la maison. Certains portaient des vêtements civils. Deux ou trois portaient des uniformes militaires de camouflage. Le témoin a racont    : Quand je me suis mise   crier, ils [les hommes armés] ont commenc    tirer. Au bout d un moment, [l homme] est sorti, mais il avait déjà été touché [par des balles]. Nous avons trouv  des balles dans la maison. Je suis sortie cinq minutes plus tard. J  ai trouv  un des assaillants assis devant la porte. Deux autres se tenaient contre un mur. L  un d eux a ordonn       Abattez-[la]    !   Un autre a répondu    Non,  sa ne fait rien. On a déjà termin  avec celui qu on cherchait.   Un proche a trouv  la victime près de la maison. L  homme avait re  u plusieurs balles dans les parties g n tales et le bras. Les assaillants ont incendié la maison de l  homme avant de prendre la fuite. Un mois après le meurtre, un proche de la victime a dit que la famille n avait connaissance d aucune enquête sur sa mort. Dans une autre affaire dans la périphérie de Bujumbura, un homme de 30  ans et sa femme, tous deux anciens combattants dans les FNL de lâ€™opposition, avaient subi des menaces venant de partisans de lâ€™opposition pendant plusieurs mois. Après avoir été démobilisé des FNL, l  homme avait rejoint le CNDD-FDD sous la pression. Les manifestants anti-Nkurunziza et d autres personnes se sont rendus   sa maison plusieurs fois. Il pensait qu ils étaient mécontents de son affiliation au parti au pouvoir et de son refus de participer aux manifestations. L  homme a expliqu    Human Rights Watch       [Un manifestant] a dit ouvertement que ceux qui n  taient pas avec eux dans leur lutte contre lâ€™état seraient considérés comme des ennemis. Ils nous regardaient, en disant que le [parti au pouvoir] nous a fourni des armes.   La nuit du 25  août, des hommes non identifiés se sont rendus au domicile de l  homme alors qu il était seul et ont abattu sa femme. Ils ont aussi tir  cinq fois sur son fils de 8  ans. Le gar son a survécu.    Je n  ai pas eu le courage de regarder [le corps de ma femme] parce que des personnes ont dit que sa tête était entièrement aplatie  , a déclaré l  homme.   gide Twagirayezu,  g  de 35  ans, qui, jusqu  , récemment, avait été un membre actif, un collaborateur et un mobilisateur du parti au pouvoir, avait signé une lettre dénonçant la décision du président de briguer un troisième mandat. Quelqu un ayant connaissance de lâ€™affaire a racont    Human Rights Watch qu apr s que Twagirayezu avait signé la lettre, les services de renseignements et des membres de la commission de discipline du parti au pouvoir l  ont menacé. Il a été limog  de son travail et réaffecté   un autre poste. En réponse   la pression accrue, il a écrit une lettre aux responsables du parti pour demander pardon, mais les menaces ont continu . Des jeunes l  ont suivi et ont surveillé sa maison, les services de renseignements l  ont interrogé et un haut responsable du gouvernement lui a conseillé de fuir parce que sa vie était en danger. Il a confié   un membre de sa famille       Je vais mourir. Avec les menaces que je re  ois, je vais mourir. Prends soin des enfants.   Le 12  août, Twagirayezu et sa femme, Yvette Irakoze, 32  ans, se sont rendus dans un bar dans le quartier de Kamenge. Un policier a été vu   l  ext rieur près de leur voiture. Lorsque Twagirayezu, Irakoze et un membre de la famille ont quitté le bar et sont montés dans la voiture, un homme arm  inconnu a ouvert le feu depuis lâ€™arrière de la voiture. Un témoin qui a vu le corps a racont        Egide a été abattu derrière. Les balles sont ressorties de sa poitrine. L  un de ses yeux est sorti. Sa femme a été touchée   peu près 20  fois.   Tous deux ont été tués. Le couple a laiss  derrière lui une fillette de 3  ans et un gar son de 1  an. Dans d autres cas, le motif des meurtres n est pas clair. Le 11  août, un employ  de lâ€™Université du Burundi a re  u une lettre d une personne de sa connaissance et est parti la rejoindre. Il a été arrêté plus tard par des policiers et des hommes armés portant des armes   feu dans un restaurant près du marché central de Bujumbura. Le 16  août, des passants ont trouv  son corps en décomposition dans un champ   la périphérie de Bujumbura. Selon un témoin, trois doigts manquaient   l  une de ses mains et deux sur lâ€™autre. Le témoin a dit qu il avait été tu  d une balle dans